

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025 A 9H30

N° 25 12 10

Rapporteur : Loïc JAMET

AMÉNAGEMENT URBAIN

URBANISME ET TRAVAUX

Renouvellement Réseau électrique

ENEDIS – Réseau électrique – Câbles électriques basse tension

. Convention de servitudes - Signature - Autorisation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize décembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le cinq décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL, M. José GUTIERREZ (à partir du point n° 25 12 33).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Gilles DON SIMONI.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : M. José GUTIERREZ (jusqu'au point n° 25 12 32), Mme Yvette ROMÉRO, Mme Élise ROGER, M. Samuel LEROY.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 12 33
Présents	16	17
Procurations	5	5
Absents excusés	4	3
Absents	4	4
Votants	21	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20251213-2512-10-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2025
Publication : 16/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du renouvellement du réseau électrique, la société ENEDIS prévoit la pose d'un câble basse tension sur une parcelle dont la Ville d'Harfleur est propriétaire, cadastrée section AI numéro 1535.

Ce projet nécessite de conclure une convention de servitudes au bénéfice d'ENEDIS autorisant l'établissement à demeure d'une canalisation souterraine sur une largeur de 3 mètres et sur une longueur totale d'environ 7 mètres, ainsi que ses accessoires.

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, gestionnaire de la voirie, a donné son accord à la régularisation de cette convention.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L5215-20 et L5215-27,

VU le projet de convention de convention de servitudes,

VU l'avis du Bureau Municipal du 1^{er} décembre 2025,

CONSIDÉRANT que la société ENEDIS prévoit le renouvellement de ses câbles basse tension,

CONSIDÉRANT que le projet de renouvellement emprunte une parcelle dont la Ville d'Harfleur est propriétaire,

DÉCIDE :

- d'autoriser l'établissement à demeure par la société ENEDIS d'une canalisation souterraine sur une largeur de 3 mètres et une longueur d'environ 7 mètres ainsi que ces accessoires sur la parcelle cadastrée section AI n° 1535.
- d'autoriser ENEDIS à exploiter les ouvrages susmentionnés et à réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.
- d'autoriser la signature d'une convention de servitudes avec la société ENEDIS afin de définir les conditions de cet accord.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication